

Côte d'Ivoire : la stratégie du pire.

Madame, Monsieur,

Ci-après le texte d'une carte blanche qui paraîtra dans le Soir à propos de la situation politique en Côte d'Ivoire où je viens d'assurer, en tant que sénateur mandaté par l'Organisation Internationale de la Francophonie, une mission d'observateur international lors du second tour de l'élection présidentielle.

« Un chef, ça se bat, ça résiste, quitte à y laisser la vie », nous avait confié Laurent Gbagbo lors d'une de ces audiences nocturnes qu'il affectionne, quelques jours avant le second tour de la présidentielle du 28 novembre. Nul doute qu'en matière de pugnacité, Gbagbo soit médaille d'or. Mais lui qui, jusqu'ici, se présentait volontiers comme « un fils des élections », voire « un enfant de la démocratie », aura désormais le plus grand mal à incarner cette image d'Epinal .

Le scénario que chacun redoutait s'est produit au soir du 3 décembre. Laurent Gbagbo est parvenu à se faire proclamer vainqueur de la présidentielle. Au risque de replonger son pays dans la crise, voire dans la guerre.

Coûte que coûte, il a décidé d'aller au bout d'une démarche qui n'a plus rien à voir avec les urnes. Quitte à replonger la Côte d'Ivoire dans les affres de la crise et de la guerre. Les résultats du premier tour – taux de participation record, déroulement relativement serein, présence de trois candidats dont les scores oscillaient entre 38 % et 25 % des suffrages exprimés – laissaient pourtant augurer la fin d'une interminable descente aux enfers et, peut-être, la naissance d'un modèle de démocratie dans cette Afrique de l'Ouest si tourmentée. L'atmosphère apaisée de l'entre-deux-tours n'aura été qu'un leurre. Au premier, Laurent Gbagbo n'avait pas grand-chose à perdre. Au second, c'est le pouvoir, son pouvoir, qui était en jeu. La raison n'est plus de mise. Désormais, tous les moyens sont bons pour se maintenir au sommet.

Il lui a quand même fallu invoquer quelques arguments aux allures d'arguties juridiques. La Commission électorale indépendante (CEI), dont le président, Youssouf Bakayoko, a fait face trois jours durant à de multiples menaces et pressions, a déclaré, le 2 décembre, son rival Alassane Ouattara vainqueur avec 54,1 % des voix, contre 45,9 % pour lui-même. L'annonce en a, paraît-il, été faite hors délais. Même si les images de Damana Pickass, le commissaire représentant le Front populaire ivoirien (FPI), déchirant les résultats sur le point d'être annoncés, le 30 novembre au soir, par Bamba Yacouba, le porte-parole de la commission, ont fait le tour de la planète. Et si cette même commission a été empêchée de fonctionner normalement par les manœuvres dilatoires des partisans du chef de l'Etat. Objectif : donner au Conseil constitutionnel, présidé par un proche parmi les proches du président sortant, l'occasion d'annuler les résultats de la CEI, dont la composition fit pourtant jadis l'objet d'âpres batailles. Et non pas pour recompter les voix dans le Nord, encore moins pour y refaire l'élection, mais, purement et simplement, pour déclarer le candidat FPI vainqueur, avec 51,45 % des voix !

Les accusations de fraude dans le Nord ? Elles sont vraisemblables au moins autant que celles dénoncées, en sens inverses, par le RHDP dans l'Ouest. Mais elles n'ont certainement pas été aussi « massives » que l'a clamé le FPI, et encore moins de nature à expliquer l'écart de huit points entre les deux candidats. Il suffit d'examiner les scores réalisés par « ADO » dans ces régions au premier tour, qui n'avaient par ailleurs pas été

contestés par le FPI... La communauté internationale et, en premier lieu, les Nations unies, qui ont dépensé plusieurs centaines de millions d'euros dans cette élection « historique », ont estimé que l'ensemble du processus électoral ne pouvait être remis en question. Et que les opérations de vote s'étaient déroulées démocratiquement.

Que dire, enfin, de l'instauration d'un couvre-feu, sans véritable raison ? De la fermeture des frontières, de la suspension des médias étrangers ou de la présence menaçante des forces de sécurité dans les rues de la capitale économique, en particulier devant le CEI et la Radio Télévision ivoirienne (cette dernière a clairement fait le choix de verser dans la propagande pro-Gbagbo) ? Autant de moyens mis en œuvre dans un unique but : conserver ce pouvoir chèrement conquis en 2000, puis, depuis 2005, préservé au prix de mille contorsions destinées à repousser l'échéance.

Désormais à la tête d'un pays au bord du gouffre, Gbagbo reste serein. Cet animal politique hors du commun, véritable Machiavel des lagunes dont il faut bien reconnaître qu'il a su conserver jusqu'au bout un (mauvais) coup d'avance sur ses adversaires, utilise la même stratégie et les mêmes armes que celles qui lui ont permis de résister depuis dix ans, contre vents et marées, à des adversaires, intérieurs comme extérieurs, toujours plus nombreux.

Il se soucie comme d'une guigne des pressions et des menaces de la communauté internationale. Tel feu son voisin guinéen Lansana Conté en son temps, il ne prend plus aucun chef d'Etat au téléphone. Il éloigne ceux de ses proches qui ont tenté de le convaincre de jeter l'éponge et de quitter la scène la tête haute, en acceptant une défaite rendue inéluctable par le report des voix, beaucoup plus important qu'il ne l'avait prévu, des électeurs du PDCI sur Ouattara.

Il n'a cure de rester à la tête d'un pays coupé en deux ; d'avoir contre lui la quasi-totalité des communautés Dioula et Baoulée, voire tous ceux qui, sympathisants sans être fervents militants, ne supportent plus de le voir prendre toute une nation en otage. Et d'avoir gâché leur rendez-vous avec l'Histoire. Dans cette détestable partie de poker menteur, Gbagbo a, pour l'instant, les meilleures cartes en mains. Il contrôle l'appareil d'Etat et peut s'appuyer sur les troupes les mieux équipées du pays. La perspective d'une nouvelle partition, d'un nouvel embrasement Nord-Sud, ne l'inquiète pas : la plupart des ressources (cacao, café, pétrole) se trouvent dans le Centre ou le Sud ; et les récoltes sont exportées par le port de San Pedro. Sa Côte d'Ivoire fonctionne ainsi depuis 2002. Pourquoi ne serait-ce pas le cas à l'avenir ?

Recroquevillé sur son clan de « faucons » et disposant de moyens importants, le vrai Gbagbo, après ces élections finalement inutiles, est de retour. Les armes à la main, prêt à soutenir du haut de sa citadelle le siège de l' « ennemi extérieur », comme il aime à le répéter. La Côte d'Ivoire, elle, est revenue à la case départ...

Je reste à votre disposition pour toute information complémentaire.